laTrompette

Tony Karumba/AFP/Getty Images

Le danger invisible la violence politique

Des troubles récents, au Kenya, pourraient avoir des conséquences que les participants ne considèrent pas.

- Joel Hilliker
- 06/08/2008

Pendant plusieurs semaines d'affilée, le sang de 25 cadavres par jour a imbibé le sol du Kenya. Suivant des élections frauduleuses, le 27 décembre 2007, de violentes protestations et des attaques mortelles ont mis hors de chez eux 600 000 Kenyans, ont fait disparaître des centaines de milliers d'emplois et ont ruiné l'économie nationale.

En février le chiffre des morts par violence a dépassé 1 500 personnes. Dans le conflit, les partisans des deux bords ont formé des milices, probablement aidées par le crime organisé. Deux parlementaires de l'opposition ont été assassinés. Au nom de la liberté politique, les Kenyans ont brûlé leurs commerces réciproques, et se sont affrontés avec des machettes.

«Le gouvernement de Kibaki ne fonctionnera jamais au Kenya», a dit un contestataire du président qu'il voit maintenant comme illégitime. «Nous les paralyserons même s'ils tuent nos leaders.»

Comme l'espoir d'un retour à la normale s'est évaporé avec la fumée s'élevant du paysage kenyan, des étrangers inquiets ont menacé «d'imposer une solution».

Les deux leaders au centre du conflit ont signé un accord de partage du pouvoir chancelant après deux mois; les observateurs disent qu'il pourrait facilement se rompre. Mais il y a une leçon cruciale à tirer de la façon dont l'agitation a entraîné l'intervention internationale. C'est une leçon qui touche l'Ouest, riche et suffisant, de beaucoup plus près qu'il ne le pense.

Promesses trahies

Bien que vous ne pourriez le savoir, par la couverture qu'en ont fait les principaux organes de presse, les problèmes politiques du Kenya ont précédé la récente violence.

En vérité, les élections nationales précédentes, en décembre 2002—au cours desquelles le dictateur Daniel arap Moi, resté en place 24 ans, a été chassé du pouvoir—avaient été saluées comme un succès démocratique. Mwai Kibaki surfait sur une vague de popularité en tant que réformateur qui voulait nettoyer la corruption endémique et la cupidité qui avaient tenu la classe dirigeante dans la richesse, et le peuple dans la pauvreté. Mais au lieu de cela, M. Kibaki s'est mis à cimenter son règne continu en utilisant la même tactique que son prédécesseur: acheter la loyauté et réduire les ennemis au silence.

Quant à la prospérité économique dont le Kenya a joui—une augmentation de 6 pour cent du produit intérieur brut, pendant les deux ans passés—elle n'a pas profité au peuple. En 1990, 48 pour cent de la population ont vécu en dessous du seuil de pauvreté. Aujourd'hui, ce chiffre est presque à 55 pour cent—une majorité de Kenyans vivant, au mieux, avec deux dollars par jour. Le chômage, en augmentation, fait descendre davantage de gens dans les rues, alimentant les tensions tribales.

Quand les élections approchaient, et que les électeurs avaient une occasion de tenir M. Kibaki responsable de ces échecs, les sondages ont montré que son adversaire—Raila Odinga, d'une tribu rivale—le devançait. Cependant, l'espoir dans le changement s'est transformé en colère quand, suite à l'apparition de divers rapports de fraude (quelques circonscriptions

électorales, par exemple, avaient des taux de participation remarquable—115 pour cent dans un cas), M. Kibaki a été déclaré vainqueur, et a hâtivement prêté serment pour son deuxième mandat, le même jour. Très vite la violence a éclaté dans les rues.

Malheureusement, le Kenya fait partie d'une litanie d'histoires, à travers l'Afrique, qui ont toutes la même morale: la démocratie trahit ses promesses. Pays après le pays, cette trahison crée la désillusion et le désespoir, qui cèdent alors le pas au grabuge.

Andrew Feinstein déclare—par rapport au pays qui a le plus de succès parmi les nations africaines, l'Afrique du Sud—que «le pays a un besoin désespéré de gouvernement éclairé, efficace et ayant des centres d'intérêt, pour s'attaquer aux catastrophes liées entre elles que sont le sida, la pauvreté et le crime» (*Prospect*, de janvier 2008).

Des observateurs perspicaces de la scène africaine pensent, de la même façon, que le problème—à travers tout le continent—est un manque de direction efficace, compétente et responsable.

Le temps, où ce gouvernement sera imposé de l'extérieur, s'approche très vite.

Le cancer s'étend sur le continent

Il y a de la vérité dans l'idée selon laquelle le monde a tendance à négliger les crises de l'Afrique. Dans de récents points chauds africains, la lente réaction occidentale a permis aux problèmes de dégénérer en catastrophes. Pensez au Rwanda, au Congo ou au Darfour.

Cependant, l'Afrique est au sommet, ou proche du sommet, des listes d'un certain nombre d'embarras internationaux, et elle requiert davantage d'attention tout le temps. Les forces de maintien de la paix des Nations unies se traînent dans le voisinage troublé du Kenya. L'ONU patronne une série de *huit missions* remarquables en Afrique, et le nombre croissant de casques bleus a déjà atteint des chiffres records. L'Afrique exige actuellement l'attention de deux tiers de toutes les forces de l'ONU dans le monde.

Et ces luttes ne sont pas près de s'apaiser. L'instabilité politique et les conflits tribaux semblent s'étendre à travers l'Afrique comme un cancer, générant des contingents de migrants, de réfugiés et de cadavres chaque mois. Le désastre du Darfour, malgré la présence de presque 20 000 forces de maintien de la paix, s'est exporté dans des nations voisines, aggravant des troubles existants en Somalie. Plus de 200 000 réfugiés soudanais se sont également enfuis au Tchad et en République centrafricaine; la violence qui en a résulté a ouvert la porte pour que l'Union européenne commence à construire une force de maintien de la paix de 3 700 membres dans ces deux nations. Les forces étrangères de maintien de la paix se retrouvent, également, à essayer de maintenir un couvercle sur les troubles politiques en Côte d'Ivoire, et sur les tensions aux frontières s'élevant entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Les déploiements étrangers patrouillent dans les perturbations au Sahara occidental, en République démocratique du Congo et au Libéria. L'Afrique sub-saharienne abrite dix bases militaires étrangères, et des missions d'entraînement, six d'entre elles appartenant à la seule France.

Les appels à l'intervention que nous avons entendus quant à la situation au Kenya étaient les plus récents, dans une tendance qui est stupéfiante. Après les décennies d'indépendance, qui ont suivi la domination coloniale, l'Afrique est en danger d'être recolonisée.

Les devoirs humanitaires, entrepris par les forces de maintien de la paix d'aujourd'hui, peuvent avoir une aura de bienveillance, voire de justice. Mais l'histoire enseigne une leçon brutale: Les peuples affaiblis par la division et les guerres intestines *invitent* à la conquête étrangère.

Une mine d'or noir

Soyez-en conscient. Les mêmes forces qui ont alimenté les aventures impérialistes passées sont vivantes, et bien dans la nature humaine, aujourd'hui. La principale d'entre elles est la *soif de ressources.* Et dans notre monde moderne vorace, de la mondialisation, ce puissant motif est à des hauteurs épiques, historiquement.

L'Afrique détient, selon les estimations, 30 pour cent des réserves minérales du monde. Elle produit plus de 60 métaux et minéraux. Un certain nombre de métaux et de minéraux parmi les plus importants au monde—or, diamant, uranium, manganèse, chrome, nickel, bauxite, cobalt, platine—sont produits en Afrique. Voici la palme: on découvre du brut en quantités massives. Le Conseil des entreprises, relatif à l'Afrique, rapporte que ce continent contient plus de 90 milliards de barils de réserves pétrolières, ce qui représente 9,1 pour cent des réserves mondiales totales. L'Afrique a un plus grand *potentiel de production de pétrole que la Russie.* Aux étrangers, cela ressemble à une mine d'or noir.

Vous pouvez en être sûr, cela fait de l'Afrique un enjeu stratégique *majeur*.

De manière nette, des nations extérieures—particulièrement la Chine et les nations de l'Europe—font, autant qu'elles le peuvent, du charme aux États africains, à propos de leurs richesses en utilisant des motivations purement économiques. Le commerce fleurit, les investissements construisent les infrastructures africaines. Louis Michel, le commissaire de l'UE pour le développement et l'aide humanitaire a dit, en décembre, que «l'Afrique n'est plus perçue comme un fardeau, mais plutôt comme une opportunité». Cette opportunité peut être saisie paisiblement tant que ces États africains sont stables et sûrs.

Mais quand le chaos éclate, comme c'est le cas au Kenya, d'autres nations voient deux choses qui les contraignent à d'intervenir: la perte de valeur de leurs investissements, et l'occasion d'assurer un certain contrôle et d'avoir de plus grandes exigences.

C'est dans ce contexte que la compétition, pour les riches ressources et la main-d'œuvre bon marché de l'Afrique, bat son plein. Il y a une nouvelle ruée vers l'Afrique. C'est une nouvelle vague de colonisations, d'abord par l'aide, l'économie et la diplomatie, ensuite par la force des armes.

Quel que soit le point de vue objectif, l'Afrique n'est pas en condition pour résister à ce qui est sur le point d'arriver.

Recolonisation

L'Europe, en particulier, a une histoire légendaire à propos de l'exploitation du continent africain pour ses richesses. «Les Européens ont englouti [l'Afrique], dans le dernier quart du 19e siècle, ce qui a équivalu à son pillage, a écrit Blaine Harden. «La conquête totale a pris environ 25 ans (*Afrique: Dépêches venant d'un continent fragile*).

À l'époque coloniale, «un contrat impérial» existait entre l'Europe et l'Afrique: l'Europe pillait les richesses de l'Afrique, y compris les matières premières et la main-d'œuvre, en échange de la «civilisation» continentale. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le ministre de l'économie d'Hitler a cherché à ranimer et à étendre ce contrat, l'appelant «Eurafrique», ou Eur-Afrique. Mussolini et le régime de Vichy, en France, ont également utilisé ce terme. Il a été enterré dans les années 1970. Le souvenir de ce passé douteux a repris vie l'année dernière, cependant, quand le président français Nicolas Sarkozy a ranimé le concept comme faisant partie de sa vision en matière de politique étrangère. Le *Sunday Indépendant*, d'Afrique du Sud, a dit ceci: «Il se peut que Sarkozy ait utilisé le terme *Eurafrique* dans l'ignorance du passé, mais cela représente un état d'esprit que beaucoup espéraient qu'il avait disparu pour toujours» (9 décembre 2007). Malgré ce qu'espéraient beaucoup de gens, le concept d'Eurafrique subsiste bien dans l'esprit européen. Et il croîtra en même temps que le besoin de ressources.

Notez les commentaires suivants, d'un diplomate allemand, faits lors d'une interview, en février, par une des principales sources de nouvelles d'Allemagne. Deutsche Welle a déclaré: «L'Europe prête davantage d'attention tant au potentiel qu'aux problèmes de l'Afrique … Horst Köhler a récemment fait son cinquième voyage en Afrique en tant que Président de l'Allemagne … L'Allemagne a été très présente en Afrique, et y augmente ses activités.» Le sous-secrétaire allemand aux Affaires étrangères, Georg Boomgaarden, a fait ces remarques: «Dans l'avenir, nous serons de plus en plus liés aux [nations de l'Afrique] par le besoin de ressources naturelles, et par d'autres intérêts. En termes de développement, nous avons été actifs pendant une longue période de temps en Afrique. Mais en 2008 nous commençons un programme spécial … Nous recherchons plus de dialogue avec l'Afrique» (17 février).

Les journalistes de l'Agence de politique étrangère allemande reconnaissent l'intérêt croissant de l'Allemagne pour l'Afrique. Ils disent que la politique pour l'Afrique du ministère allemand des Affaires étrangères démontre un désir d'étendre ses intérêts impérialistes dans ce continent. «Le ministère allemand des Affaires étrangères a présenté un nouveau programme politique continental pour faciliter son combat à obtenir l'hégémonie en Afrique. Pendant les trois jours passés, le programme de 20 millions d'euros, 'Objectif Afrique', a été présenté dans trois États de l'Afrique occidentale. Le programme consiste en des propositions dans le domaine de l'éducation, de la culture et du sport, et contribuera à donner l'avantage à l'Allemagne sur ses rivaux, parmi les grandes puissances, sur ce continent riche en ressources» (13 février).

Cette fois-ci, la compétition pour les ressources de l'Afrique n'est pas tant entre des puissances européennes individuelles qu'entre la Chine, la Russie et l'Union européenne menée par l'Allemagne. De ces trois puissances, l'Allemagne est la plus décidée à mener la course pour les matières premières et le réservoir de travail bon marché, de l'Afrique. Comme le fait remarquer l'Agence de politique étrangère allemande, «Avec 'Action Afrique', Berlin a renouvelé sa tentative pour obtenir un avantage sur ses grandes puissances rivales, sur le continent africain. 20 millions d'euros ont été disponibles, cette année, pour ce programme. Le programme est principalement composé de projets pour établir des liens pour les élites africaines» (ibid.). Regarder cette tendance, à la lumière de l'histoire, fournit une vue beaucoup plus sobre de la façon dont nous pouvons nous attendre que cela se déroulera dans les temps à venir. Mais, comparé à la perspective offerte par la prophétie biblique, cela devient, en réalité, véritablement effrayant.

«Cela n'arrivera jamais, ici»

La prophétie la plus terrifiante qui doit s'accomplir dans le proche avenir, comme la*Trompette* l'a démontré à plusieurs reprises, est celle d'une dernière résurrection du Saint Empire romain, en Europe. Des passages détaillés dans le livre de l'Apocalypse décrivent la nature de ce puissant royaume du nord. Cet empire, sous direction allemande, deviendra infâme pour son appétit vorace pour des ressources (voir Apocalypse 18:12-13). Selon la prophétie, il va réinvestir ses anciennes possessions coloniales africaines, en pillant les ressources pour alimenter les foyers, et conduire la machinerie qui produira les outils de guerre pour une puissance impérialiste en pleine remilitarisation. Scandaleusement, parmi ces ressources, il y aura un marché d'esclaves de proportions sans parallèle.

Les Kenyans feraient bien de réfléchir sur ces prophéties. Les individus abusés utilisant des prétextes politiques pour justifier des querelles tribales violentes, ne font que précipiter, en fait, le jour de leur chute nationale dans des mains étrangères.

Ici, l'histoire prodigue une autre leçon—une leçon qui devrait aider à mieux faire comprendre les choses à ces nations occidentales, particulièrement l'Amérique, la Grande-Bretagne et Israël.

Autrefois, Dieu a permis *aux nations d'Israël* de connaître l'esclavage quand elles ont tourné le dos à Sa protection. La captivité d'Israël et de Juda est bien documentée dans l'histoire séculière, et sa *cause spirituelle*—la désobéissance au Créateur—est détaillée dans les Écritures.

À côté de ces prophéties concernant le pillage de l'Afrique, il y a celles concernant les descendants modernes d'Israël et de Juda—l'Amérique, la Grande-Bretagne et l'État juif d'Israël—ébranlés par des désordres sociaux ne ressemblant pas à ce qui a étranglé le Kenya et ensuite, déchiré par la division et les luttes intestines, a fait de lui la proie du même empire européen. Vous pouvez lire ce qui a trait à ces prophéties dans notre livre gratuit *Les Anglo-Saxons selon la prophétie.*

L'Ouest riche et suffisant regarde le Kenya et pense:*Cela n'arrivera jamais, ici.* La prophétie biblique montre que cette supposition est carrément erronée.

Regardez le Kenya et contemplez votre avenir.

Cependant, alors que nous sommes témoins d'événements menant vers l'accomplissement de ces prophéties, nous devrions également reconnaître les empreintes digitales du Dieu qui a fait ces prévisions bibliques pour notre avantage. Comme Jésus-Christ le dit: «Je vous ai dit ces choses *avant qu'elles n'arrivent*, afin que, *lorsqu'*elles arriveront, VOUS CROYIEZ.» ▪